

ΣΧΕΔΙΟ ΝΟΜΟΥ
ΤΟΥ ΥΠΟΥΡΓΕΙΟΥ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΜΕ ΤΙΤΛΟ:

«Κύρωση του Πρωτοκόλλου του Συμβουλίου της Ευρώπης για την τροποποίηση της Ευρωπαϊκής Σύμβασης για την καταστολή της τρομοκρατίας»

ΠΙΝΑΚΑΣ ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΩΝ	
Άρθρο πρώτο	Κύρωση του Πρωτοκόλλου για την τροποποίηση της Ευρωπαϊκής Σύμβασης για την Καταστολή της Τρομοκρατίας
Άρθρο 1	Επέκταση του πεδίου εφαρμογής των τρομοκρατικών εγκλημάτων για τα οποία χωρεί έκδοση
Άρθρο 2	Επέκταση της εφαρμογής της Σύμβασης σε συναφείς μορφές τέλεσης
Άρθρο 3	Ενίσχυση της συμβατικής υποχρέωσης έκδοσης
Άρθρο 4	Περιορισμοί στην υποχρέωση έκδοσης
Άρθρο 5	Συμφωνίες για την συμπλήρωση της Σύμβασης
Άρθρο 6	Μηχανισμός παρακολούθησης της σύμβασης
Άρθρο 7	Αναμόρφωση της διαδικασίας διαιτητικής επίλυσης διαφορών
Άρθρο 8	Διαδικασία τροποποίησης της σύμβασης
Άρθρο 9	Διαδικασία επικαιροποίησης του καταλόγου αντιτρομοκρατικών συμβάσεων
Άρθρο 10	Διεύρυνση του κύκλου προσχώρησης στη Σύμβαση
Άρθρο 11	Τροποποίηση των διατάξεων για την έναρξη ισχύος της Σύμβασης
Άρθρο 12	Αναμόρφωση του καθεστώτος επιφυλάξεων και των συνεπειών άρνησης έκδοσης
Άρθρο 13	Διάσκεψη των Συμβαλλομένων Κρατών κατά της Τρομοκρατίας (COSTER/ΔΣΚΤ)
Άρθρο 14	Αναρίθμηση άρθρου 14 σε άρθρο 18 της Σύμβασης
Άρθρο 15	Κατάργηση άρθρου 15 της Σύμβασης
Άρθρο 16	Αναμόρφωση των διατάξεων γνωστοποιήσεων του Γενικού Γραμματέα
Άρθρο 17	Τρόπος υπογραφής και επικύρωσης του Πρωτοκόλλου
Άρθρο 18	Έναρξη ισχύος του Πρωτοκόλλου
Άρθρο 19	Γνωστοποιήσεις του Γενικού Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης
Άρθρο δεύτερο	Έναρξη ισχύος

Άρθρο πρώτο

Κύρωση του Πρωτοκόλλου για την τροποποίηση της Ευρωπαϊκής Σύμβασης για την Καταστολή της Τρομοκρατίας

Κυρώνεται και έχει την ισχύ της παρ. 1 του άρθρου 28 του Συντάγματος, το Πρωτόκολλο για την τροποποίηση της Ευρωπαϊκής Σύμβασης για την καταστολή της τρομοκρατίας που υπογράφηκε στο Στρασβούργο, στις 15 Μαΐου 2003, το κείμενο του οποίου σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:



Protocole portant amendement à la Convention européenne pour la répression du terrorisme

Strasbourg, 15.V.2003

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de ce Protocole,

Ayant à l'esprit la Déclaration du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe du 12 septembre 2001 et sa décision du 21 septembre 2001 sur la lutte contre le terrorisme international, et la Déclaration de Vilnius sur la coopération régionale et la consolidation de la stabilité démocratique dans la Grande Europe adoptée par le Comité des Ministres lors de sa 110e session à Vilnius, le 3 mai 2002;

Ayant à l'esprit la Recommandation 1550 (2002) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur la lutte contre le terrorisme et le respect des droits de l'homme;

Ayant à l'esprit la résolution A/RES/51/210 de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international et la déclaration, en annexe, complétant la déclaration de 1994 sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international, et sa résolution A/RES/49/60 sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international et, en annexe, la déclaration sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international;

Souhaitant renforcer la lutte contre le terrorisme tout en respectant les droits de l'homme et ayant à l'esprit les Lignes directrices sur les droits de l'homme et la lutte contre le terrorisme adoptées par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 11 juillet 2002;

Considérant à cette fin qu'il est souhaitable d'amender la Convention européenne pour la répression du terrorisme (STE no 90) ouverte à la signature à Strasbourg le 27 janvier 1977, ci-après dénommée «la Convention»;

Considérant qu'il est souhaitable de mettre à jour la liste des conventions internationales énumérées par l'article 1er de la Convention et de prévoir une procédure simplifiée afin de la mettre à jour par la suite et selon les besoins;

Considérant que le renforcement du suivi de la mise en œuvre de la Convention est souhaitable;

Considérant qu'une révision du régime des réserves est souhaitable;

Considérant qu'il est souhaitable d'ouvrir la Convention à la signature de tous les Etats intéressés,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

- 1 Le paragraphe introductif de l'article 1er de la Convention devient le paragraphe 1 de cet article. Au sous-paragraphe b de ce paragraphe, le terme «signée» est remplacé par le terme «conclue» et les sous-paragraphe c, d, e et f de ce paragraphe sont remplacés respectivement par:
 - «c les infractions comprises dans le champ d'application de la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, adoptée à New York le 14 décembre 1973;
 - d les infractions comprises dans le champ d'application de la Convention internationale contre la prise d'otages, adoptée à New York le 17 décembre 1979;
 - e les infractions comprises dans le champ d'application de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, adoptée à Vienne le 3 mars 1980;
 - f les infractions comprises dans le champ d'application du Protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, conclu à Montréal le 24 février 1988;»
- 2 Le paragraphe 1 de l'article 1er de la Convention est complété par les quatre sous-paragraphe suivants:
 - «g les infractions comprises dans le champ d'application de la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, conclue à Rome le 10 mars 1988;
 - h les infractions comprises dans le champ d'application du Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental, conclu à Rome le 10 mars 1988;
 - i les infractions comprises dans le champ d'application de la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, adoptée à New York le 15 décembre 1997;
 - j les infractions comprises dans le champ d'application de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, adoptée à New York le 9 décembre 1999.»
- 3 Le texte de l'article 1er de la Convention est complété par le paragraphe suivant:
 - «2 Dans la mesure où elles ne seraient pas couvertes par les conventions visées au paragraphe 1, il en sera de même, pour les besoins de l'extradition entre Etats contractants, non seulement du fait de commettre, comme auteur matériel principal ces infractions principales, mais également:
 - a de la tentative de commettre une de ces infractions principales;
 - b de la complicité avec une de ces infractions principales ou avec la tentative de commettre une de ces infractions principales;
 - c de l'organisation ou du fait de donner l'ordre à d'autres de commettre ou de tenter de commettre une de ces infractions principales.»

Article 2

Le paragraphe 3 de l'article 2 de la Convention est remplacé par les termes suivants:

«3 Il en sera de même:

- a de la tentative de commettre une de ces infractions principales;
- b de la complicité à une de ces infractions principales ou à la tentative de commettre une de ces infractions principales;
- c de l'organisation ou du fait de donner l'ordre à d'autres de commettre ou de tenter de commettre une de ces infractions principales.».

Article 3

- 1 Le texte de l'article 4 de la Convention devient le paragraphe 1 de cet article et une nouvelle phrase est ajoutée à la fin de ce paragraphe, dont le libellé est: «Les Etats contractants s'engagent à considérer ces infractions comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition à conclure par la suite entre eux.».
- 2 Le texte de l'article 4 de la Convention est complété par le paragraphe suivant:

«2 Lorsqu'un Etat contractant qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d'extradition par un autre Etat contractant avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, l'Etat contractant requis a la latitude de considérer la présente Convention comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne les infractions prévues aux articles 1er ou 2.».

Article 4

- 1 Le texte de l'article 5 de la Convention devient le paragraphe 1 de cet article.
- 2 Le texte de l'article 5 de la Convention est complété par les paragraphes suivants:

«2 Aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme impliquant une obligation d'extrader pour l'Etat requis si la personne faisant l'objet de la demande d'extradition risque d'être exposée à la torture.

3 Aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme impliquant une obligation d'extrader pour l'Etat requis si la personne faisant l'objet de la demande d'extradition risque d'être exposée à la peine de mort ou, lorsque la loi de l'Etat requis ne permet pas la peine privative de liberté à perpétuité, à la peine privative de liberté à perpétuité sans possibilité de remise de peine, à moins que l'Etat requis ait l'obligation d'extrader conformément aux traités d'extradition applicables, si l'Etat requérant donne des assurances jugées suffisantes par l'Etat requis que la peine capitale ne sera pas prononcée ou, si elle est prononcée, qu'elle ne sera pas exécutée, ou que la personne concernée ne sera pas soumise à une peine privative de liberté à perpétuité sans possibilité de remise de peine.»

Article 5

Un nouvel article est introduit après l'article 8 de la Convention dont le libellé est le suivant:

«Article 9

Les Etats contractants pourront conclure entre eux des accords bilatéraux ou multilatéraux pour compléter les dispositions de la présente Convention ou pour faciliter l'application des principes contenus dans celle-ci.».

Article 6

- 1 L'article 9 de la Convention devient l'article 10.
- 2 Le libellé du paragraphe 1 du nouvel article 10 est modifié comme suit:
 - «Le Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC) est chargé de suivre l'application de la présente Convention. Le CDPC:
 - a est tenu informé de l'application de la Convention;
 - b fait des propositions en vue de faciliter ou d'améliorer l'application de la Convention;
 - c adresse au Comité des Ministres des recommandations relatives aux propositions d'amendements et donne son avis sur toute proposition d'amendement présentée par un Etat contractant conformément aux articles 12 et 13;
 - d exprime, à la demande d'un Etat contractant, un avis sur toute question relative à l'application de la Convention;
 - e facilite autant que de besoin le règlement amiable de toute difficulté à laquelle l'exécution de la Convention donnerait lieu;
 - f adresse au Comité des Ministres des recommandations relatives à l'invitation des Etats non membres à adhérer à la Convention conformément au paragraphe 3 de l'article 14;
 - g soumet chaque année au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe un rapport sur la mise en œuvre de cet article aux fins de l'application de la Convention.».
- 3 Le paragraphe 2 du nouvel article 10 est supprimé.

Article 7

- 1 L'article 10 de la Convention devient l'article 11.
- 2 A la première phrase du paragraphe 1 du nouvel article 11 les termes «dans le cadre du paragraphe 2 de l'article 9» sont remplacés par les termes «ni dans le cadre de l'article 10.e ni par voie de négociation». A la deuxième phrase de ce paragraphe les termes «les deux arbitres désigneront un troisième arbitre» sont remplacés par les termes «les arbitres désigneront un autre arbitre, président du tribunal». Les phrases suivantes de ce paragraphe sont supprimées.
- 3 Le paragraphe 2 du nouvel article 11 devient le paragraphe 6 de cet article. La phrase «Lorsqu'une majorité ne peut être acquise, le président a une voix prépondérante» est ajoutée après la deuxième phrase, et à la dernière phrase les termes «Sa sentence» sont remplacés par les termes «La sentence du tribunal».
- 4 Le texte du nouvel article 11 est complété par les paragraphes suivants:

- «2 Lorsque les parties au différend sont membres du Conseil de l'Europe et si, dans un délai de trois mois à compter de la demande d'arbitrage, l'une des Parties n'a pas procédé à la désignation d'un arbitre conformément au paragraphe 1 du présent article, cet arbitre est désigné par le président de la Cour européenne des Droits de l'Homme à la demande de l'autre Partie.
- 3 Lorsqu'une des parties au différend n'est pas membre du Conseil de l'Europe et si, dans un délai de trois mois à compter de la demande d'arbitrage, l'une des Parties n'a pas procédé à la désignation d'un arbitre conformément au paragraphe 1 du présent article, cet arbitre est désigné par le président de la Cour internationale de justice à la demande de l'autre Partie.
- 4 Dans les cas prévus aux paragraphes 2 et 3 du présent article, si le président de la cour concernée est le ressortissant de l'une des parties au différend, la désignation de l'arbitre incombe au vice-président de la cour ou, si le vice-président est le ressortissant de l'une des parties au différend, au membre le plus ancien de la cour qui n'est pas le ressortissant de l'une des parties au différend.
- 5 Les procédures prévues aux paragraphes 2 ou 3 et 4 s'appliqueront *mutatis mutandis* au cas où les arbitres ne pourraient pas se mettre d'accord sur le choix du président conformément au paragraphe 1 du présent article.»

Article 8

Un nouvel article est ajouté après le nouvel article 11 avec le libellé suivant:

«Article 12

- 1 Des amendements à la présente Convention peuvent être proposés par tout Etat contractant ou par le Comité des Ministres. Ces propositions d'amendement sont communiquées par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe aux Etats contractants.
- 2 Après avoir consulté les Etats contractants non membres et si nécessaire le CDPC, le Comité des Ministres peut adopter l'amendement. La décision est prise à la majorité prévue à l'article 20.d du Statut du Conseil de l'Europe. Le texte de tout amendement ainsi adopté est transmis par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe aux Etats contractants pour acceptation.
- 3 Tout amendement adopté conformément au paragraphe précédent entre en vigueur le trentième jour après que toutes les Parties ont notifié au Secrétaire Général qu'elles l'ont accepté.»

Article 9

Un nouvel article est ajouté après le nouvel article 12 avec le libellé suivant:

«Article 13

- 1 Afin d'actualiser la liste des traités mentionnés au paragraphe 1 de l'article 1er, des amendements peuvent être proposés par tout Etat contractant ou par le Comité des Ministres. Ces propositions d'amendement ne peuvent concerner que des traités conclus au sein de l'Organisation des Nations Unies, portant spécifiquement sur le terrorisme international et entrés en vigueur. Ils sont communiqués par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe aux Etats contractants.

- 2 Après avoir consulté les Etats contractants non membres et si nécessaire le CDPC, le Comité des Ministres peut adopter un amendement proposé à la majorité prévue à l'article 20.d du Statut du Conseil de l'Europe. Cet amendement entre en vigueur à l'expiration d'une période d'un an à compter de la date à laquelle il aura été transmis aux Etats contractants. Pendant ce délai, tout Etat contractant pourra notifier au Secrétaire Général une objection à l'entrée en vigueur de l'amendement à son égard.
- 3 Si un tiers des Etats contractants a notifié au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe une objection à l'entrée en vigueur de l'amendement, celui-ci n'entre pas en vigueur.
- 4 Si moins d'un tiers des Etats contractants a notifié une objection, l'amendement entre en vigueur pour les Etats contractants qui n'ont pas formulé d'objection.
- 5 Lorsqu'un amendement est entré en vigueur conformément au paragraphe 2 du présent article et qu'un Etat contractant avait formulé une objection à cet amendement, celui-ci entre en vigueur dans cet Etat le premier jour du mois suivant la date à laquelle il aura notifié son acceptation au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.»

Article 10

- 1 L'article 11 de la Convention devient l'article 14.
- 2 Dans la première phrase du paragraphe 1 du nouvel article 14 les termes «et des Etats observateurs» sont ajoutés après les termes «Etats membres», la deuxième phrase est libellée comme suit: «Elle fera l'objet d'une ratification, acceptation, approbation ou adhésion», et dans la troisième phrase les termes «ou d'approbation» sont remplacés par les termes «, d'approbation ou d'adhésion».
- 3 Le texte du nouvel article 14 est complété par le paragraphe suivant:

«3 Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe peut, après avoir consulté le CDPC, inviter tout Etat non membre du Conseil de l'Europe, autre que ceux visés au paragraphe 1 du présent article, à adhérer à la présente Convention. La décision est prise à la majorité prévue à l'article 20.d du Statut du Conseil de l'Europe et à l'unanimité des représentants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité des Ministres.»
- 4 Le paragraphe 3 du nouvel article 14 devient le paragraphe 4 de cet article et les termes «ou l'approuvera» sont remplacés par les termes «, l'approuvera ou y adhérera» et les termes «d'approbation» sont remplacés par les termes «, d'approbation ou d'adhésion».

Article 11

- 1 L'article 12 de la Convention devient l'article 15.
- 2 Dans la première phrase du paragraphe 1 du nouvel article 15 les termes «ou d'approbation» sont remplacés par les termes «, d'approbation ou d'adhésion».
- 3 Dans la première phrase du paragraphe 2 du nouvel article 15 les termes «ou d'approbation» sont remplacés par les termes «, d'approbation ou d'adhésion».

Article 12

- 1 Les réserves à la Convention formulées avant l'ouverture à la signature du présent Protocole ne sont pas applicables à la Convention telle qu'amendée par le présent Protocole.

- 2 L'article 13 de la Convention devient l'article 16.
- 3 A la première phrase du premier paragraphe du nouvel article 16 les termes «partie à la Convention au [15 mai 2003]» sont ajoutés avant le terme «peut» et les termes «du Protocole portant amendement à la Convention» sont ajoutés après le terme «approbation». La deuxième phrase suivante est ajoutée après les termes «mobiles politiques»: «L'Etat contractant s'engage à appliquer cette réserve au cas par cas sur la base d'une décision dûment motivée et à prendre dûment en considération, lors de l'évaluation du caractère de l'infraction, son caractère de particulière gravité, y compris:». Le reste de la première phrase est supprimé, à l'exception des sous-paragraphes a, b et c.
- 4 Le texte du nouvel article 16 est complété par le paragraphe suivant:

«2 Lorsqu'il applique le paragraphe 1 du présent article, l'Etat contractant indique les infractions auxquelles s'applique sa réserve.»
- 5 Le paragraphe 2 du nouvel article 16 devient le paragraphe 3 de cet article. A la première phrase de ce paragraphe le terme «contractant» est ajouté après le terme «Etat», et le terme «précédent» est remplacé par le terme «1».
- 6 Le paragraphe 3 du nouvel article 16 devient le paragraphe 4 de cet article. A la première phrase de ce paragraphe le terme «contractant» est ajouté après le terme «Etat».
- 7 Le texte du nouvel article 16 est complété par les paragraphes suivants:

«5 Les réserves formulées en vertu du paragraphe 1 du présent article sont valables pour une période de trois ans à compter du premier jour de l'entrée en vigueur de la Convention telle qu'amendée pour l'Etat concerné. Toutefois, ces réserves peuvent être renouvelées pour des périodes de la même durée.

6 Douze mois avant l'expiration de la réserve, le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe informe l'Etat contractant concerné de cette expiration. Trois mois avant la date d'expiration, l'Etat contractant notifie au Secrétaire Général son intention de maintenir, de modifier ou de retirer la réserve. Lorsqu'un Etat contractant notifie au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe qu'il maintient sa réserve, il fournit des explications quant aux motifs justifiant son maintien. En l'absence de notification par l'Etat contractant concerné, le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe informe cet Etat contractant que sa réserve est automatiquement prolongée pour une période de six mois. Si l'Etat contractant concerné ne notifie pas sa décision de maintenir ou de modifier ses réserves avant l'expiration de cette période, la réserve devient caduque.

7 Chaque fois qu'un Etat contractant décide de ne pas extraditer une personne en vertu de l'application de la réserve formulée conformément au paragraphe 1 du présent article, après avoir reçu une demande d'extradition d'un autre Etat contractant, il soumet l'affaire, sans exception aucune et sans retard injustifié, à ses autorités compétentes en vue de poursuites, sauf si d'autres dispositions ont été convenues entre l'Etat requérant et l'Etat requis. Les autorités compétentes, en vue des poursuites dans l'Etat requis, prennent leur décision dans les mêmes conditions que pour toute infraction de caractère grave conformément aux lois de cet Etat. L'Etat requis communique sans retard injustifié l'issue finale des poursuites à l'Etat requérant et au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe qui la communique à la Conférence prévue à l'article 17.
- 8 La décision de refus de la demande d'extradition, en vertu de la réserve formulée conformément au paragraphe 1 du présent article, est communiquée aussitôt à l'Etat requérant. Si aucune décision judiciaire sur le fond n'est prise dans l'Etat requis en vertu du paragraphe 7 du présent article dans un délai raisonnable, l'Etat requérant peut en informer le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe qui soumet la question à la Conférence prévue à l'article 17. Cette Conférence examine la question et émet un avis

sur la conformité du refus avec les dispositions de la Convention et le soumet au Comité des Ministres afin qu'il adopte une déclaration en la matière. Lorsqu'il exerce ses fonctions en vertu de ce paragraphe, le Comité des Ministres se réunit dans sa composition restreinte aux Etats contractants.».

Article 13

Un nouvel article est ajouté après le nouvel article 16 avec le libellé suivant:

«Article 17

- 1 Sans préjudice pour l'application de l'article 10, une Conférence des Etats Contractants contre le terrorisme (ci-après dénommée le «COSTER») veillera à assurer:
 - a l'application et le fonctionnement effectifs de la présente Convention, y compris l'identification de tout problème y relatif, en contact étroit avec le CDPC;
 - b l'examen des réserves formulées en conformité avec l'article 16 et notamment la procédure prévue à l'article 16, paragraphe 8;
 - c l'échange d'informations sur les évolutions juridiques et politiques significatives dans le domaine de la lutte contre le terrorisme;
 - d l'examen, à la demande du Comité des Ministres, des mesures adoptées dans le cadre du Conseil de l'Europe dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et, le cas échéant, l'élaboration de propositions de mesures supplémentaires nécessaires en vue d'améliorer la coopération internationale dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, et ce en consultation avec le CDPC lorsque ces mesures concernent la coopération en matière pénale;
 - e l'élaboration des avis dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et l'exécution des mandats demandés par le Comité des Ministres.
- 2 Le COSTER est composé d'un expert nommé par chaque Etat contractant. Il se réunit en session ordinaire une fois par an et en session extraordinaire à la demande du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe ou à la demande d'au moins un tiers des Etats contractants.
- 3 Le COSTER adopte son Règlement intérieur. Les dépenses relatives à la participation des Etats contractants qui sont membres du Conseil de l'Europe sont prises en charge par le Conseil de l'Europe. Le Secrétariat du Conseil de l'Europe assiste le COSTER dans l'exercice des fonctions découlant de cet article.
- 4 Le CDPC est tenu périodiquement informé des travaux du COSTER.».

Article 14

L'article 14 de la Convention devient l'article 18.

Article 15

L'article 15 de la Convention est supprimé.

Article 16

- 1 L'article 16 de la Convention devient l'article 19.

- 2 Dans la phrase introductive du nouvel article 19 les termes «aux Etats membres» sont remplacés par les termes «aux Etats contractants».
- 3 Au paragraphe b du nouvel article 19 les termes «ou d'approbation» sont remplacés par les termes «, d'approbation ou d'adhésion».
- 4 Au paragraphe c du nouvel article 19 le chiffre «11» devient «14».
- 5 Au paragraphe d du nouvel article 19 le chiffre «12» devient «15».
- 6 Les paragraphes e et f du nouvel article 19 sont supprimés.
- 7 Le paragraphe g du nouvel article 19 devient le paragraphe e de cet article et le chiffre «14» devient «18».
- 8 Le paragraphe h du nouvel article 19 est supprimé.

Article 17

- 1 Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe signataires de la Convention, qui peuvent exprimer leur consentement à être liés par:
 - a signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou
 - b signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.
- 2 Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 18

Le présent Protocole entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle toutes les Parties à la Convention auront exprimé leur consentement à être liées par le Protocole, conformément aux dispositions de l'article 17.

Article 19

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil de l'Europe:

- a toute signature;
- b le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation;
- c la date d'entrée en vigueur du présent Protocole, conformément à l'article 18;
- d tout autre acte, notification ou communication ayant trait au présent Protocole.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Strasbourg, le 15 mai 2003, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires.

Πρωτόκολλο τροποποίησης της Ευρωπαϊκής Σύμβασης για την καταστολή της τρομοκρατίας

Τα Κράτη Μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης που υπογράφουν το πρωτόκολλο αυτό,

Λαμβάνοντας υπόψη τη Διακήρυξη της Επιτροπής Υπουργών του Συμβουλίου της Ευρώπης της 12ης Σεπτεμβρίου 2001 και την Απόφαση της 21^{ης} Σεπτεμβρίου 2001 για την καταπολέμηση της Διεθνούς Τρομοκρατίας, καθώς και τη Διακήρυξη του Βίλλιους για την Περιφερειακή Συνεργασία και την Εμπέδωση της Δημοκρατικής Σταθερότητας στη Μείζονα Ευρώπη, που υιοθετήθηκε από την Επιτροπή Υπουργών κατά την 110^η συνεδρίασή της στο Βίλλιους, στις 3 Μαΐου 2002.

Λαμβάνοντας υπόψη τη Σύσταση 1550 (2002) της Κοινοβουλευτικής Συνέλευσης του Συμβουλίου της Ευρώπης για την καταπολέμηση της τρομοκρατίας και τον σεβασμό των ανθρωπίνων δικαιωμάτων.

Λαμβάνοντας υπόψη την Απόφαση A/RES51/210 της Γενικής Συνέλευσης του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών για τη λήψη μέτρων προς εξάλειψη της διεθνούς τρομοκρατίας και τη συνημμένη Δήλωση που συμπληρώνει τη Δήλωση του 1994 για τη λήψη μέτρων προς εξάλειψη της διεθνούς τρομοκρατίας, καθώς και την Απόφασή της A/RES/49/60 για τη λήψη μέτρων προς εξάλειψη της διεθνούς τρομοκρατίας και τη συνημμένη σε αυτή Δήλωση για τη λήψη μέτρων προς εξάλειψη της διεθνούς τρομοκρατίας.

Επιθυμώντας την ενδυνάμωση του αγώνα κατά της τρομοκρατίας με ταυτόχρονο σεβασμό των ανθρωπίνων δικαιωμάτων και λαμβάνοντας υπόψη τις κατευθυντήριες γραμμές για τα ανθρώπινα δικαιώματα και την καταπολέμηση της τρομοκρατίας που υιοθετήθηκαν από την Επιτροπή Υπουργών του Συμβουλίου της Ευρώπης στις 11 Ιουλίου 2002.

Θεωρώντας ότι, για τον σκοπό αυτό θα πρέπει να τροποποιηθεί η Ευρωπαϊκή Σύμβαση για την καταστολή της τρομοκρατίας, (ETS αρ. 90), που άνοιξε για υπογραφή στο Στρασβούργο στις 27 Ιανουαρίου 1977, καλούμενη εφεξής «η Σύμβαση».

Θεωρώντας ότι ενδείκνυται η ενημέρωση του καταλόγου των Διεθνών Συμβάσεων του άρθρου 1 της Σύμβασης και ότι, θα πρέπει να απλοποιηθεί η διαδικασία μελλοντικής ενημέρωσης αυτής, αν απαιτηθεί.

Θεωρώντας ότι θα πρέπει να ενδυναμωθεί η παρακολούθηση της εφαρμογής της Σύμβασης.

Θεωρώντας ότι θα πρέπει να επανεξετασθεί το καθεστώς των επιφυλάξεων.

Θεωρώντας ότι είναι επιθυμητό η Σύμβαση να είναι ανοικτή για υπογραφή από όλα τα ενδιαφερόμενα κράτη.

Συμφώνησαν τα εξής:

Άρθρο 1

1. Η εισαγωγική παράγραφος του άρθρου 1 της Σύμβασης αριθμείται ως παράγραφος 1 του άρθρου αυτού. Στην υποπαράγραφο β αυτής της παραγράφου, η λέξη «υπογράφηκε» αντικαθίσταται από τη λέξη «συνήφθη». Οι υποπαράγραφοι γ, δ, ε και στ της παραγράφου αυτής αντικαθίστανται ως εξής:

γ). Τα εγκλήματα που εμπíπτουν στο πεδίο εφαρμογής της Σύμβασης για την πρόληψη και τιμωρία των εγκλημάτων που στρέφονται κατά των διεθνώς προστατευομένων προσώπων, συμπεριλαμβανομένων των διπλωματικών αντιπροσώπων, που υιοθετήθηκε στη Ν. Υόρκη στις 14 Δεκεμβρίου 1973.

δ). Τα εγκλήματα που εμπíπτουν στο πεδίο εφαρμογής της Διεθνούς Σύμβασης κατά της σύλληψης ομήρων, που υιοθετήθηκε στη Ν. Υόρκη στις 17 Δεκεμβρίου 1979.

ε). Τα εγκλήματα που εμπíπτουν στο πεδίο εφαρμογής της Σύμβασης για τη φυσική προστασία του πυρηνικού υλικού, που υπογράφηκε στη Βιέννη στις 3 Μαρτίου 1980.

στ). Τα εγκλήματα που εμπíπτουν στο πεδίο εφαρμογής του Πρωτοκόλλου για την καταστολή παρανόμων πράξεων βίας σε αερολιμένες που εξυπηρετούν τη διεθνή πολιτική αεροπορία, που έχει υπογραφεί στο Μόντρεαλ στις 24 Φεβρουαρίου 1988.»

2. Η παράγραφος 1 του άρθρου 1 της Σύμβασης συμπληρώνεται από τις τέσσερις υποπαράγραφους που ακολουθούν:

ζ). Τα εγκλήματα που εμπíπτουν στο πεδίο εφαρμογής της Σύμβασης για την καταστολή των παρανόμων πράξεων κατά της ασφάλειας της ναυσιπλοΐας που έχει υπογραφεί στην Ρώμη στις 10 Μαρτίου 1988.

η). Τα εγκλήματα που εμπíπτουν στο πεδίο εφαρμογής του Πρωτοκόλλου για την καταστολή παρανόμων πράξεων κατά της ασφάλειας των σταθερών εγκαταστάσεων στην υφαλοκρηπίδα, που έχει υπογραφεί στην Ρώμη στις 10 Μαρτίου 1988.

θ). Τα εγκλήματα που εμπíπτουν στο πεδίο εφαρμογής της Διεθνούς Σύμβασης για την καταστολή των τρομοκρατικών βομβιστικών επιθέσεων, που υιοθετήθηκε στη Νέα Υόρκη στις 15 Δεκεμβρίου 1997.

ι). Τα εγκλήματα που εμπíπτουν στο πεδίο εφαρμογής της Διεθνούς Σύμβασης για την καταστολή της χρηματοδότησης της τρομοκρατίας, που υιοθετήθηκε στη Νέα Υόρκη στις 9 Δεκεμβρίου 1999.»

3. Το κείμενο του άρθρου 1 της Σύμβασης συμπληρώνεται από την ακόλουθη παράγραφο:

«2. Στον βαθμό που δεν καλύπτονται από τις συμβάσεις που παρατίθενται στην παράγραφο 1, τα ίδια ισχύουν για τον σκοπό έκδοσης μεταξύ Συμβαλλομένων Κρατών όχι μόνο για τη φυσική αυτουργία αλλά και στις περιπτώσεις:

(α) Απόπειρας οποιουδήποτε από τα ανωτέρω εγκλήματα.

(β) Συμμετοχής στην τέλεση ή σε απόπειρα τέλεσης οποιουδήποτε από τα ανωτέρω εγκλήματα.

(γ) Οργάνωσης της τέλεσης ή παροχής εντολών σε άλλους προς τέλεση ή απόπειρα τέλεσης οποιουδήποτε από τα ανωτέρω εγκλήματα.»

Άρθρο 2

Η παράγραφος 3 του άρθρου 2 της Σύμβασης αντικαθίσταται ως εξής:

«3. Το ίδιο ισχύει για την:

- (α) Απόπειρα τέλεσης οποιουδήποτε από τα ανωτέρω εγκλήματα.
- (β) Συμμετοχή ως συνεργού σε οποιοδήποτε από τα ανωτέρω εγκλήματα ή σε απόπειρα τέλεσης οποιουδήποτε από αυτά.
- (γ) Οργάνωση της προετοιμασίας ή παροχή εντολών σε άλλους να τελέσουν ή να αποπειραθούν να τελέσουν οποιοδήποτε από τα ανωτέρω εγκλήματα.»

Άρθρο 3

1. Το κείμενο του άρθρου 4 της Σύμβασης αριθμείται ως παράγραφος 1 του ίδιου άρθρου και προστίθεται νέο εδάφιο ως εξής: «Τα συμβαλλόμενα κράτη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να θεωρούν τα εν λόγω εγκλήματα ως εγκλήματα για τα οποία χωρεί έκδοση σε κάθε συνθήκη έκδοσης που θα συνάπτεται μεταγενέστερα μεταξύ τους.».

2. Στο άρθρο 4 της Σύμβασης προστίθεται η ακόλουθη παράγραφος:

«2. Όταν συμβαλλόμενο κράτος, το οποίο εξαρτά την έκδοση από την ύπαρξη συμφωνίας, λαμβάνει αίτημα έκδοσης από άλλο συμβαλλόμενο κράτος με το οποίο δεν υφίσταται συμφωνία έκδοσης, το συμβαλλόμενο κράτος στο οποίο απευθύνεται το αίτημα μπορεί να θεωρήσει την παρούσα σύμβαση ως νομική βάση για έκδοση όταν το αίτημα αφορά οποιοδήποτε από τα εγκλήματα που αναφέρονται στα άρθρα 1 ή 2».

Άρθρο 4

1. Το άρθρο 5 της Σύμβασης αριθμείται ως παράγραφος 1 του ίδιου άρθρου.

2. Στο άρθρο 5 της Σύμβασης προστίθενται οι ακόλουθες παράγραφοι+:

«2. Καμία διάταξη της Σύμβασης δεν επιτρέπεται να ερμηνευθεί ως επιβάλλουσα υποχρέωση έκδοσης, αν ο εκζητούμενος διατρέχει κίνδυνο να εκτεθεί σε βασανιστήρια.

3. Καμία διάταξη της Σύμβασης δεν επιτρέπεται να ερμηνευθεί ως επιβάλλουσα την υποχρέωση έκδοσης, αν ο εκζητούμενος διατρέχει κίνδυνο να του επιβληθεί θανατική ποινή ή αν, όταν το δίκαιο του κράτους στο οποίο υποβάλλεται το αίτημα δεν προβλέπει ισόβια κάθειρξη, ισόβια κάθειρξη χωρίς τη δυνατότητα απόλυσης υπό όρους, εκτός αν σύμφωνα με τις ισχύουσες συμβάσεις έκδοσης, το κράτος στο οποίο απευθύνεται το αίτημα υποχρεούται σε έκδοση, εφόσον το αιτούν κράτος παρέχει διασφαλίσεις που το κράτος στο οποίο απευθύνεται το αίτημα θεωρεί επαρκείς για το ότι δεν θα επιβληθεί η θανατική ποινή ή αν επιβληθεί, δεν θα εκτελεσθεί ή ότι ο εκζητούμενος δεν θα καταδικασθεί σε ισόβια κάθειρξη χωρίς τη δυνατότητα απόλυσης υπό όρους».

Άρθρο 5

Μετά το άρθρο 8 της Σύμβασης προστίθεται νέο άρθρο ως εξής:

«Άρθρο 9

Τα συμβαλλόμενα κράτη μπορούν να συνάψουν μεταξύ τους διμερείς ή πολυμερείς συμφωνίες για τη συμπλήρωση των διατάξεων της σύμβασης αυτής ή για

διευκόλυνση της εφαρμογής των αρχών που περιλαμβάνονται σε αυτήν.».

Άρθρο 6

1. Το άρθρο 9 της Σύμβασης αναριθμείται ως άρθρο 10.
2. Η παράγραφος 1 του νέου άρθρου 10 τροποποιείται ως εξής:
«Η Ευρωπαϊκή Επιτροπή για τα Ποινικά Προβλήματα (CDPC) είναι υπεύθυνη για την παρακολούθηση της εφαρμογής της Σύμβασης. Η CDPC:
(α) Τηρείται ενήμερη ως προς την εφαρμογή της Σύμβασης.
(β) Υποβάλλει προτάσεις με σκοπό τη διευκόλυνση ή βελτίωση της εφαρμογής της Σύμβασης.
(γ) Εισηγείται στην Επιτροπή των Υπουργών προτάσεις για τροποποίηση της Σύμβασης και γνωμοδοτεί επί των προτάσεων για τροποποίηση της Σύμβασης που υποβάλλονται από τα συμβαλλόμενα κράτη, σύμφωνα με τα άρθρα 12 και 13.
(δ) Κατόπιν αιτήματος συμβαλλομένου κράτους γνωμοδοτεί για οποιοδήποτε ερώτημα που αφορά την εφαρμογή της Σύμβασης.
(ε) Διευκολύνει όπου είναι αναγκαίο τη φιλική διευθέτηση οποιασδήποτε διαφοράς που αναφύεται κατά την εφαρμογή της Σύμβασης.
(στ) Εισηγείται στην Επιτροπή των Υπουργών να ζητήσει από κράτη που δεν είναι μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης, να προσχωρήσουν στη Σύμβαση σύμφωνα με το άρθρο 14 παράγραφος 3.
(ζ) Υποβάλλει κάθε έτος στην Επιτροπή των Υπουργών του Συμβουλίου της Ευρώπης έκθεση σχετικά με τη λειτουργία του άρθρου αυτού κατά την εφαρμογή της Σύμβασης.».
3. Η παράγραφος 2 του νέου άρθρου 10 καταργείται.

Άρθρο 7

1. Το άρθρο 10 της Σύμβασης αναριθμείται ως άρθρο 11.
2. Στο πρώτο εδάφιο της παραγράφου 1 του νέου άρθρου 11 η φράση «στο πλαίσιο της παραγράφου 2 του άρθρου 9» αντικαθίσταται από τη φράση «ούτε στο πλαίσιο του άρθρου 10 (ε), ούτε με διαπραγματεύσεις». Η φράση «οι δύο διαιτητές θα υποδεικνύουν έναν τρίτο διαιτητή» αντικαθίσταται από τη φράση «οι διαιτητές θα υποδεικνύουν έναν άλλο διαιτητή ως πρόεδρο του δικαστηρίου». Τα λοιπά εδάφια της παραγράφου αυτής καταργούνται.
3. Η παράγραφος 2 του νέου άρθρου 11 αναριθμείται ως παράγραφος 6. Μετά το δεύτερο εδάφιο προστίθεται η φράση «Αν δεν υπάρξει πλειοψηφία, ο Πρόεδρος έχει την αποφασιστική ψήφο». Στο τελευταίο εδάφιο οι λέξεις «Η απόφαση του» αντικαθίστανται από τις λέξεις «Η απόφαση του Διαιτητικού Δικαστηρίου».
4. Στο νέο άρθρο 11 προστίθενται οι ακόλουθες παράγραφοι:
«2. Όταν η διαφορά ανακύπτει μεταξύ των Μελών του Συμβουλίου της Ευρώπης και ένας από τους συμβαλλομένους παραλείψει να διορίσει διαιτητή, σύμφωνα με την παράγραφο 1 του άρθρου αυτού, μέσα σε τρεις μήνες από την υποβολή

της αιτήσεως για διαιτησία, τον διαιτητή ορίζει, κατόπιν αιτήματος του άλλου μέρους, ο Πρόεδρος του Ευρωπαϊκού Δικαστηρίου Ανθρωπίνων Δικαιωμάτων.

3. Όταν ένα από τα διάδικα μέρη δεν είναι μέλος του Συμβουλίου της Ευρώπης και παραλείψει να ορίσει διαιτητή, σύμφωνα με την παράγραφο 1 του άρθρου αυτού, μέσα σε τρεις μήνες από την υποβολή της αιτήσεως για διαιτησία, το διαιτητή ορίζει, κατόπιν αιτήματος του άλλου μέρους, ο Πρόεδρος του Διεθνούς Δικαστηρίου.
4. Στις περιπτώσεις των παραγράφων 2 και 3 του άρθρου αυτού, όταν ο Πρόεδρος του Δικαστηρίου είναι υπήκοος ενός από τα διάδικα μέρη, ο ορισμός διαιτητή ανατίθεται στον αντιπρόεδρο του Δικαστηρίου και αν αυτός είναι υπήκοος ενός από τα διάδικα μέρη, στον αρχαιότερο δικαστή ο οποίος δεν είναι υπήκοος ενός από αυτά.
5. Οι διαδικασίες που προβλέπονται στις παραγράφους 2, 3 και 4 εφαρμόζονται αναλόγως όταν οι διαιτητές δεν συμφωνήσουν στην επιλογή του προέδρου σύμφωνα με την παράγραφο 1 του άρθρου αυτού.».

Άρθρο 8

Μετά το άρθρο 11 προστίθεται νέο άρθρο που έχει ως εξής:

«Άρθρο 12

1. Κάθε συμβαλλόμενο κράτος ή η Επιτροπή Υπουργών μπορεί να προτείνει τροποποιήσεις της σύμβασης αυτής. Οι προτάσεις για τροποποίηση γνωστοποιούνται στα συμβαλλόμενα κράτη από τον Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.
2. Μετά από διαβουλεύσεις με κράτη που δεν είναι μέλη και εφόσον είναι απαραίτητο με την CDPC, η Επιτροπή Υπουργών μπορεί να υιοθετήσει την τροποποίηση. Η απόφαση λαμβάνεται με την πλειοψηφία που προβλέπεται στο άρθρο 20.δ του Καταστατικού του Συμβουλίου της Ευρώπης. Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης αποστέλλει την υιοθετηθείσα τροποποίηση στα συμβαλλόμενα κράτη για αποδοχή.
3. Κάθε τροποποίηση που υιοθετείται σύμφωνα με την ανωτέρω παράγραφο τίθεται σε ισχύ την τριακοστή ημέρα μετά τη γνωστοποίηση της αποδοχής της από όλους τους συμβαλλόμενους στον Γενικό Γραμματέα.»

Άρθρο 9

Μετά το νέο άρθρο 12 προστίθεται νέο άρθρο που έχει ως εξής:

«Άρθρο 13

1. Με σκοπό την ενημέρωση του καταλόγου των συμβάσεων του άρθρου 1, παράγραφος 1, κάθε συμβαλλόμενο κράτος ή η Επιτροπή Υπουργών μπορεί να προτείνει τροποποιήσεις. Οι προτάσεις αυτές για τροποποίηση αφορούν μόνο συνθήκες που καταρτίστηκαν εντός του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών, αναφέρονται ειδικότερα στη διεθνή τρομοκρατία, έχουν τεθεί σε ισχύ και γνωστοποιούνται στα συμβαλλόμενα κράτη από τον Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.
2. Μετά από διαβουλεύσεις με τα συμβαλλόμενα κράτη που δεν είναι μέλη και εφόσον είναι απαραίτητο με την Ευρωπαϊκή Επιτροπή για τα Ποινικά Προβλήματα, η Επιτροπή των Υπουργών μπορεί να υιοθετήσει την προτεινόμενη τροποποίηση με την πλειοψηφία που προβλέπεται στο άρθρο 20.δ του Καταστατικού του

Συμβουλίου της Ευρώπης. Τίθεται σε ισχύ μετά την παρέλευση ενός έτους από την ημερομηνία διαβίβασής της στα συμβαλλόμενα κράτη. Μέσα στην προθεσμία αυτή κάθε συμβαλλόμενο κράτος γνωστοποιεί στον Γενικό Γραμματέα τις αντιρρήσεις του ως προς τη θέση σε ισχύ για το κράτος αυτό της τροποποίησης.

3. Αν το ένα τρίτο των συμβαλλομένων κρατών γνωστοποιήσει αντιρρήσεις στον Γενικό Γραμματέα για τη θέση σε ισχύ της τροποποίησης, αυτή δεν τίθεται σε ισχύ.
4. Αν τα συμβαλλόμενα κράτη που προβάλλουν αντιρρήσεις είναι λιγότερα του ενός τρίτου, η τροποποίηση ισχύει για τα συμβαλλόμενα κράτη που δεν προέβαλαν αντιρρήσεις.
5. Αν μια τροποποίηση αρχίσει να ισχύει σύμφωνα με την παράγραφο 2 του άρθρου αυτού και ένα συμβαλλόμενο κράτος έχει προβάλει αντιρρήσεις, η τροποποίηση αυτή θα ισχύει για το κράτος αυτό την πρώτη ημέρα του μήνα μετά την ημερομηνία που θα γνωστοποιήσει την αποδοχή της στον Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.».

Άρθρο 10

1. Το άρθρο 11 της Σύμβασης αναριθμείται ως άρθρο 14.
2. Στο πρώτο εδάφιο της παραγράφου 1 του νέου άρθρου 14, οι λέξεις «κράτη μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης» αντικαθίστανται από τις λέξεις «κράτη μέλη και κράτη παρατηρητές του Συμβουλίου της Ευρώπης». Στο δεύτερο εδάφιο οι λέξεις «ή έγκριση», αντικαθίστανται από τις λέξεις «έγκριση ή προσχώρηση», και στο τρίτο εδάφιο οι λέξεις «ή έγκρισης» αντικαθίστανται από τις λέξεις «έγκρισης ή προσχώρησης».
3. Στο νέο άρθρο 14 προστίθεται παράγραφος ως εξής:

«3. Η Επιτροπή Υπουργών του Συμβουλίου της Ευρώπης, μετά από διαβουλεύσεις με τη CDPC, μπορεί να ζητήσει από οποιοδήποτε κράτος που δεν είναι μέλος του Συμβουλίου της Ευρώπης, εκτός από αυτά που αναφέρονται στην παράγραφο 1 του άρθρου αυτού, να προσχωρήσει στη σύμβαση. Η απόφαση λαμβάνεται με την πλειοψηφία του άρθρου 20.δ του Καταστατικού του Συμβουλίου της Ευρώπης και με ομοφωνία των εκπροσώπων των συμβαλλομένων κρατών που δικαιούνται να συμμετέχουν στην Επιτροπή Υπουργών».
4. Η παλαιά παράγραφος 3 του νέου άρθρου 14 αναριθμείται ως παράγραφος 4 του άρθρου αυτού και οι λέξεις «ή εγκρίνει τη» και «ή έγκρισης» αντικαθίστανται αντίστοιχα από τις λέξεις «εγκρίνει ή προσχωρήσει στη» και «έγκρισης ή προσχώρησης.».

Άρθρο 11

1. Το άρθρο 12 της Σύμβασης αναριθμείται ως άρθρο 15.
2. Στην παράγραφο 1 του νέου άρθρου 15 οι λέξεις «ή έγκρισης» αντικαθίστανται από τις λέξεις «έγκρισης ή προσχώρησης».
3. Στην παράγραφο 2 του νέου άρθρου 15 οι λέξεις «ή έγκρισης» αντικαθίστανται από τις λέξεις «έγκρισης ή προσχώρησης».

Άρθρο 12

1. Οι σχετικές με τη Σύμβαση επιφυλάξεις που έχουν διατυπωθεί πριν από την έναρξη της διαδικασίας υπογραφής του παρόντος Πρωτοκόλλου δεν ισχύουν σε σχέση με τη Σύμβαση όπως τροποποιείται με το παρόν Πρωτόκολλο.
2. Το άρθρο 13 αναριθμείται ως άρθρο 16.

3. Στην πρώτη παράγραφο του νέου άρθρου 16, προστίθενται πριν από την λέξη «μπορεί» οι λέξεις «συμβαλλόμενο στη Σύμβαση τη 15^η Μαΐου 2003» και μετά τη λέξη «έγκρισης» προστίθενται οι λέξεις «του πρωτοκόλλου για την τροποποίηση της Σύμβασης». Μετά τις λέξεις «πολιτικά κίνητρα» προστίθεται εδάφιο που έχει ως εξής: «Το συμβαλλόμενο κράτος αναλαμβάνει να εφαρμόζει την επιφύλαξη αυτή κατά περίπτωση, με απόφαση δεόντως αιτιολογημένη και να λαμβάνει υπόψη κατά την εκτίμηση του χαρακτήρα του εγκλήματος, την ιδιαίτερη βαρύτητα του συνεκτιμώντας:». Το υπόλοιπο της πρώτης πρότασης καταργείται, εξαιρουμένων των υποπαραγράφων α, β, και γ.

4. Το κείμενο του νέου άρθρου 16 συμπληρώνεται με την ακόλουθη παράγραφο:

«2. Κατά την εφαρμογή της παραγράφου 1 του άρθρου αυτού το συμβαλλόμενο κράτος γνωστοποιεί τα εγκλήματα για τα οποία ισχύει η επιφύλαξή του».

5. Η παλαιά παράγραφος 2 του νέου άρθρου 16 γίνεται παράγραφος 3. Στο πρώτο εδάφιο της παραγράφου αυτής, προστίθεται πριν από τη λέξη «κράτος» η λέξη «συμβαλλόμενο» και αντικαθίστανται οι λέξεις «της προηγούμενης παραγράφου» από τη φράση «της παραγράφου 1».

6. Η παλαιά παράγραφος 3 του νέου άρθρου 16 γίνεται παράγραφος 4. Στο πρώτο εδάφιο της παραγράφου αυτής, προστίθεται πριν από τη λέξη «κράτος» η λέξη «συμβαλλόμενο».

7. Το κείμενο του νέου άρθρου 16 συμπληρώνεται με τις ακόλουθες παραγράφους:

«5. Οι επιφυλάξεις που αναφέρονται στην παράγραφο 1 του άρθρου αυτού ισχύουν ως προς το ενδιαφερόμενο κράτος για χρονικό διάστημα τριών ετών από την έναρξη ισχύος της σύμβασης αυτής, όπως τροποποιείται. Σε κάθε περίπτωση οι επιφυλάξεις αυτές είναι δυνατό να ανανεώνονται για χρονικά διαστήματα ίσης διάρκειας.

6. Δώδεκα μήνες πριν από τη λήξη του χρόνου ισχύος της επιφύλαξης, ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης πληροφορεί σχετικά το συμβαλλόμενο κράτος. Τουλάχιστον τρεις μήνες πριν από τη λήξη του χρόνου ισχύος της επιφύλαξης, το συμβαλλόμενο κράτος γνωστοποιεί στον Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης αν διατηρεί, τροποποιεί ή ανακαλεί την επιφύλαξή του. Εάν το συμβαλλόμενο κράτος διατηρεί την επιφύλαξή του, παρέχει εξηγήσεις ως προς τους λόγους που την δικαιολογούν. Εάν το συμβαλλόμενο κράτος παραλείψει να προβεί σε σχετική γνωστοποίηση τότε ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης πληροφορεί το κράτος αυτό ότι η ισχύς της επιφύλαξής του παρατείνεται αυτοδικαίως για περίοδο έξι μηνών. Εάν το συμβαλλόμενο κράτος παραλείψει να γνωστοποιήσει πριν από την πάροδο της ανωτέρω περιόδου την πρόθεσή του να διατηρήσει ή να τροποποιήσει την επιφύλαξή του, η τελευταία αίρεται.

7. Εάν ένα συμβαλλόμενο κράτος αποφασίσει να μην εκδώσει ένα πρόσωπο κατ' εφαρμογή επιφύλαξης η οποία διατυπώθηκε σύμφωνα με την παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, μετά την υποβολή αιτήματος έκδοσης από άλλο συμβαλλόμενο κράτος, διαβιβάζει την υπόθεση, χωρίς καμία εξαίρεση και χωρίς αδικαιολόγητη καθυστέρηση στις αρμόδιες για τη δίωξη αρχές, εκτός αν υπάρξει αντίθετη συμφωνία μεταξύ του αιτούντος κράτους και εκείνου προς το οποίο απευθύνεται το αίτημα. Οι αρμόδιες αρχές του κράτους στο οποίο απευθύνεται το αίτημα, αποφασίζουν σχετικά με τη δίωξη με τον ίδιο τρόπο, όπως αποφασίζουν για κάθε σοβαρό έγκλημα σύμφωνα με τους νόμους του κράτους αυτού. Το κράτος αυτό γνωστοποιεί, χωρίς καθυστέρηση, το τελικό αποτέλεσμα των διαδικασιών στο αιτούν κράτος και στον Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, ο οποίος το

γνωστοποιεί στη Διάσκεψη που προβλέπεται στο άρθρο 17.

8. Η απόφαση που απορρίπτει το αίτημα έκδοσης, βάσει επιφύλαξης κατά την παράγραφο 1 του άρθρου αυτού, γνωστοποιείται αμέσως στο αιτούν κράτος. Αν το κράτος προς το οποίο απευθύνεται το αίτημα δεν εκδώσει δικαστική απόφαση επί της ουσίας μέσα σε εύλογο χρόνο, σύμφωνα με την παράγραφο 7, το αιτούν κράτος μπορεί να ενημερώσει σχετικώς τον Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, ο οποίος διαβιβάζει την υπόθεση στη Διάσκεψη που προβλέπεται στο άρθρο 17. Η Διάσκεψη εξετάζει το θέμα και γνωμοδοτεί εάν η άρνηση είναι σύμφωνη με τις διατάξεις της σύμβασης. Η γνωμοδότηση υποβάλλεται στην Επιτροπή Υπουργών για να προβεί σε δήλωση για την υπόθεση. Η Επιτροπή Υπουργών όταν ασκεί τις αρμοδιότητες της παραγράφου αυτής συγκροτείται μόνο από τα συμβαλλόμενα κράτη.».

Άρθρο 13

Μετά το νέο άρθρο 16 της Σύμβασης προστίθεται νέο άρθρο ως εξής:

«Άρθρο 17

1. Με την επιφύλαξη της εφαρμογής του άρθρου 10, τα κράτη μέλη θα συγκαλέσουν Διάσκεψη των Συμβαλλομένων Κρατών κατά της Τρομοκρατίας (εφεξής καλούμενη COSTER/ΔΣΚΤ), η οποία θα διασφαλίζει:
 - (α) την εφαρμογή και την αποτελεσματική λειτουργία της Σύμβασης αυτής, όπως τροποποιήθηκε, συμπεριλαμβανομένης της αναγνώρισης κάθε σχετικού προβλήματος, σε στενή συνεργασία με την Ευρωπαϊκή Επιτροπή για τα Ποινικά Προβλήματα.
 - (β) την εξέταση των επιφυλάξεων που έχουν διατυπωθεί σύμφωνα με το άρθρο 16 και ιδίως τη διαδικασία που προβλέπεται στο άρθρο 16 παράγραφος 8.
 - (γ) την ανταλλαγή πληροφοριών για σημαντικές νομικές και πολιτικές εξελίξεις στον τομέα του αγώνα κατά της τρομοκρατίας.
 - (δ) την εξέταση, κατόπιν αιτήματος της Επιτροπής Υπουργών, των μέτρων που έχουν υιοθετηθεί από το Συμβούλιο της Ευρώπης στον τομέα του αγώνα κατά της τρομοκρατίας και, αν είναι απαραίτητο, την επεξεργασία προτάσεων για πρόσθετα μέτρα, απαραίτητα για την βελτίωση της διεθνούς συνεργασίας στον τομέα του αγώνα κατά της τρομοκρατίας και όταν αφορά συνεργασία για ποινικά θέματα, σε συνεννόηση με την Ευρωπαϊκή Επιτροπή για τα Ποινικά Προβλήματα.
 - (ε) την επεξεργασία προτάσεων στον τομέα του αγώνα κατά της τρομοκρατίας και την εκτέλεση των εντολών που δίνονται από την Επιτροπή Υπουργών.
2. Η COSTER συγκροτείται από εμπειρογνώμονες. Κάθε συμβαλλόμενο κράτος ορίζει έναν εμπειρογνώμονα. Συνέρχεται σε τακτική σύνοδο μια φορά κάθε έτος και έκτακτα κατόπιν αιτήματος του Γενικού Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης ή του ενός τρίτου των συμβαλλομένων κρατών.
3. Η COSTER καταρτίζει τον εσωτερικό της κανονισμό. Τα έξοδα συμμετοχής των συμβαλλομένων κρατών που είναι κράτη μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης, καταβάλλονται από το Συμβούλιο της Ευρώπης. Η Γραμματεία του Συμβουλίου της Ευρώπης επικουρεί την COSTER στην ενάσκηση των καθηκόντων της σύμφωνα με το άρθρο αυτό.
4. Η Ευρωπαϊκή Επιτροπή για τα Ποινικά Προβλήματα ενημερώνεται περιοδικά για τις

δραστηριότητες της COSTER.»

Άρθρο 14

Το άρθρο 14 της Σύμβασης αναριθμείται ως άρθρο 18.

Άρθρο 15

Το άρθρο 15 της Σύμβασης καταργείται.

Άρθρο 16

1. Το άρθρο 16 αναριθμείται ως άρθρο 19.
2. Στην εισαγωγική πρόταση του νέου άρθρου 19, οι λέξεις «κράτη - μέλη του Συμβουλίου» αντικαθίστανται από τις λέξεις: «συμβαλλόμενα κράτη».
3. Στην περίπτωση (β) του νέου άρθρου 19, οι λέξεις «ή έγκρισης» αντικαθίστανται από τις λέξεις «έγκρισης ή προσχώρησης».
4. Στην περίπτωση (γ) του νέου άρθρου 19 ο αριθμός «11» γίνεται «14».
5. Στην περίπτωση (δ) του νέου άρθρου 19 ο αριθμός «12» γίνεται «15».
6. Οι περιπτώσεις (ε) και (στ) του νέου άρθρου 19 καταργούνται.
7. Η περίπτωση (ζ) του νέου άρθρου 19 γίνεται περίπτωση (ε) του άρθρου αυτού και ο αριθμός «14» γίνεται «18».
8. Η περίπτωση (η) του νέου άρθρου 19 καταργείται.

Άρθρο 17

1. Το Πρωτόκολλο αυτό είναι ανοικτό για υπογραφή από τα κράτη μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης που έχουν υπογράψει τη Σύμβαση, τα οποία μπορούν να εκφράσουν τη συγκατάθεσή τους να δεσμευτούν:
 - (α) με την υπογραφή τους χωρίς επιφύλαξη επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης ή
 - (β) με την υπογραφή τους με την επιφύλαξη επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης, εφόσον ακολουθήσει επικύρωση, αποδοχή ή έγκριση.
2. Τα όργανα επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης κατατίθενται στον Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

Άρθρο 18

Το παρόν Πρωτόκολλο τίθεται σε ισχύ την πρώτη ημέρα του μήνα που ακολουθεί την πάροδο τριών μηνών από την ημερομηνία κατά την οποία όλα τα Μέρη στη Σύμβαση θα έχουν συναινέσει στη δέσμευσή τους από το Πρωτόκολλο, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 17.

Άρθρο 19

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης γνωστοποιεί στα κράτη μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης:

- (α) Κάθε υπογραφή.
- (β) Την κατάθεση κάθε οργάνου, επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης.
- (γ) Την ημερομηνία έναρξης ισχύος του Πρωτοκόλλου αυτού, σύμφωνα με το άρθρο 18.
- (δ) Κάθε άλλη πράξη, γνωστοποίηση ή ανακοίνωση που αφορά το παρόν Πρωτόκολλο.

Σε πίστωση των ανωτέρω οι υπογεγραμμένοι, νόμιμα εξουσιοδοτημένοι, υπέγραψαν το παρόν Πρωτόκολλο.

Έγινε στο Στρασβούργο, τη 15η Μαΐου 2003, στην αγγλική και γαλλική γλώσσα, των δύο κειμένων όντων εξίσου αυθεντικών, και σε ένα μοναδικό αντίτυπο, το οποίο θα παραμείνει στα αρχεία του Συμβουλίου της Ευρώπης. Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα στείλει επικυρωμένα αντίγραφα σε κάθε ένα από τα υπογράφοντα κράτη.

Άρθρο δεύτερο

Έναρξη ισχύος

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και του Πρωτοκόλλου που τροποποιεί την Ευρωπαϊκή Σύμβαση για την καταστολή της τρομοκρατίας κατά τα προβλεπόμενα στο άρθρο 18 αυτού.

Αθήνα, 30 Απριλίου 2026

**ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ ΚΑΙ
ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ**

**ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ
ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ**

ΠΡΟΣΤΑΣΙΑΣ ΤΟΥ ΠΟΛΙΤΗ

ΚΥΡΙΑΚΟΣ ΠΙΕΡΡΑΚΑΚΗΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΓΕΡΑΠΕΤΡΙΤΗΣ

ΜΙΧΑΗΛ ΧΡΥΣΟΧΟΪΔΗΣ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΦΛΩΡΙΔΗΣ